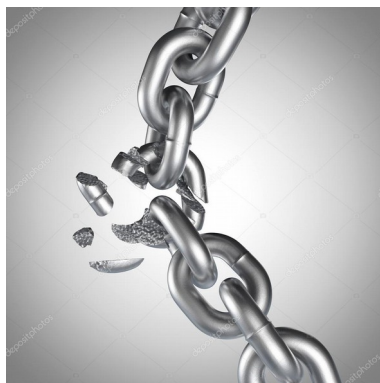




V a u C l u s e
T é l é G r a p h e
I l l u s T r é

OCTOBRE 2017



L'administration est une chaîne...

Et pour s'y retrouver, il suffit de suivre les maillons.
Vous allez voir, ce n'est pas bien difficile :

- **jeudi 13 juillet 2017**: le président de la République lance au chef d'état major des armées: «c'est moi le chef!!!» Le bougre de militaire avait osé critiquer la réduction du budget des armées.

- **mercredi 31 mai 2017**: le directeur des finances publiques de Vaucluse déclare lors d'un CTL: « le fonctionnaire est un bon petit soldat: il fait ce qu'on dit et il se tait». En même temps certaines organisations syndicales avaient osé lui expliquer que certains collègues doutaient de l'efficacité de certaines réformes.

- **tous les jours** : certains chefs de service expliquent à leurs agents: «c'est moi le chef!!! ». En même temps le grand patron l'a déjà dite celle-là. Pour parodier Michel Audiard: « Je suppose qu'on ne peut pas demander plus aux chefs de services qu'aux fils de Charlemagne..."

Et vous dans tout ça ? Vous vous êtes tout au bout de la chaîne et vous n'êtes bon qu'à vous taire... Enfin c'est ce que l'autre bout de la chaîne pense.



SPFE: Que le spectacle commence !!

La DGFIP nous avait vendu le SPFE comme un bienfait formidable pour les contribuables ; le genre de service qui vous révolutionne une DDFIP. C'était tellement beau qu'on imaginait déjà une formidable présentation en grande pompe, avec les lettres SPFE illuminant la façade du palais des papes sous un feu d'artifice grandiose.

Mais voilà... au premier jour d'ouverture, le pétard a fait pschiiiiit. Rien n'était prêt: pas de tampon du service, pas de tampon dateur, les impressions commandées en box qui sortent dans les bureaux du SPF (deux bâtiments plus loin, de l'autre côté de la cour), pas de téléphone ni de machine à carte bleue dans les box d'accueil.... Bon ce ne sont que des soucis matériels qui seront réglés rapidement, ce n'est pas grave. Au moins tout le reste va bien... ou pas: l'application FIDJI Enregistrement n'est pas prête. Du coup on se rabat sur FIDJI mais là aussi ça coince !! Il n'y a qu'une seule habilitation pour tout le service. Bref, tout était mis en place pour placer les agents dans les meilleures dispositions. Heureusement que notre Direction a le sens de l'organisation !!!

Et les contribuables dans tout ça ? Nous ne nous expliquons toujours pas en quoi la création du SPFE propose un service de meilleure qualité. Il est vrai qu'il est beaucoup plus simple quand on habite Sault ou Pertuis de se rendre à Avignon plutôt qu'à Carpentras ou Cavaillon (comment n'y avions nous pas pensé plus tôt?). En outre, la Direction explique que le SPFE assure une plus grande technicité aujourd'hui, qu'avec les différents services de l'enregistrement. C'est d'autant plus troublant qu'une bonne partie de l'effectif du SPFE est constituée de collègues issus des dits services enregistrement. Respect à eux qui ont dû parfaire toutes leurs connaissances durant les congés d'été pour être encore meilleurs à la rentrée.

RESSOURCES HUMAINES A LA DGFIP : **POUR LA PAYE, TAPER 1 ; POUR LES CONGÉS, TAPER 2,...**

Récemment la direction générale s'est glorifiée dans Ulysse de la mise en place de SIRHIUS et des CSRH en 2018. SIRHIUS est une application, déjà utilisée dans d'autres directions du ministère, qui va remplacer agora et centraliser la gestion administrative des agents, en particulier pour la paye.

Ce projet pharaonique a pris plusieurs années de retard et explosé de plus de dix millions d'Euros son budget prévisionnel. Surtout, c'est l'occasion pour la DGFIP de rationaliser (= faire des économies) la mission ressources humaines.

Elle n'est pas à une contradiction près et c'est au nom de la proximité que des centaines d'emplois vont être prélevés dans les services RH des directions pour alimenter les dix Centres de Service des Ressources Humaines et le Service d'Information des Agents.

Ce dernier n'est autre qu'un centre d'appel qui a vocation à devenir le point d'entrée principal de toute demande ayant trait à la paye, à la carrière ou tout autre question relative à la gestion administrative des agents.

Les conséquences sont de deux ordres. D'une part, quoiqu'en dise la direction générale, la proximité en matière de gestion administrative en pâtira, même si les directions restent l'interlocuteur de proximité et gardent certaines prérogatives. Après la mutuelle, les services sociaux, l'assistance informatique, la supra départementalisation continue ses ravages mais cette fois, sur un sujet qui touche au cœur des préoccupations quotidiennes des collègues. Le risque d'une perte d'autonomie de la DGFIP sur ce sujet crucial est également réel, puisque l'application SIRHIUS a une vocation interministérielle.

D'autre part, les services de direction vont subir des prélèvements d'emplois, variables selon les départements mais pas encore chiffrés à ce jour, qui vont rendre plus difficiles l'exercice des autres missions des directions et les conditions de travail des collègues. Ces transferts d'emplois auront lieu au 1/09/2018 pour une généralisation du nouveau système au 1/01/2019.

La CGT a interpellé la direction lors du dernier comité technique local sur les conséquences concrètes de ce projet dans le département. Comme souvent le directeur s'est réfugié derrière les dispositions nationales et ne nous a rien appris de concret. On peut cependant prévoir qu'entre trois et cinq emplois risquent de s'évaporer en direction. Le Vaucluse sera géré, comme l'ensemble des directions de PACA par le CSRH de Montpellier. Certains se souviennent peut être des « engagements » pris par Gilles Gauthier avant son départ pour une implantation sur Avignon. Il faut croire que certains cravatés en Occitanie ont le bras plus long !

Le choix de l'implantation de ces nouveaux centres de service laisse d'ailleurs perplexe. Un seul centre donc, pour les deux régions PACA et Occitanie (18 départements), un pour chacun des départements limitrophes de la Loire et du Puy De Dôme, deux implantations à Lille et Arras, distantes de 50 km et aucune dans un immense losange Tours/Metz/Clermont/Arras ! Les considérations liées à l'emploi mais surtout à la politique immobilière de l'Etat ont à coup sûr présidé à ces choix. Ils n'ont fait l'objet d'aucune discussion, ni même de la moindre information au niveau national.

La CGT jugera sur pièces la plus-value qu'est censée apporter SIRHIUS mais est fermement opposée à la mise en place des CSRH. Les agents de la DGFIP méritent des services RH de plein exercice, proches et accessibles.

Retraités en colère !

Le 28 septembre, les retraités se sont mobilisés en masse pour défendre leurs droits, 700 ont manifesté à Avignon !

Dans une mobilisation sans précédent, très supérieure à celles des trois dernières années des dizaines de milliers de retraités ont répondu à l'appel de neuf organisations regroupant syndicats et associations.

L'augmentation annoncée pour le 1^{er} janvier 2018 de 1,7 point supplémentaire de CSG sans compensation va toucher 60 % des retraité-e-s, le nouveau gel des pensions pour 2018, la baisse de l'APL tout cela s'ajoutant aux ponctions fiscales

déjà mises en oeuvre (CASA, demi-part veuf/veuve, fiscalisation de la majoration familiale pour trois enfants...) ont pour conséquence une baisse continue du niveau de vie, les retraités subissant de plein fouet ces mesures, ce qui légitime leur colère !

La hausse de + 0,8 % des pensions au 1^{er} octobre, pour l'année 2017 (qui ne concerne pas les fonctionnaires), ne fait que compenser l'inflation des seuls 12 derniers mois et est loin de réduire la perte subie d'autant moins avec... la hausse de la CSG.

Jugez-en : les retraités qui perçoivent 1 200 euros nets par mois de retraite paieront 245 euros en plus de CSG par an, ce sera 306 euros de plus pour ceux qui touchent 1500 euros, 346 euros pour 1 700 euros et 408 euros pour 2 000 euros nets par mois. Seuls les retraites inférieures à 1 200 euros par mois ne seraient pas touchées par la hausse de 1,7% de la CSG !

Le 10 octobre, ils étaient aussi présents aux côtés des actifs.



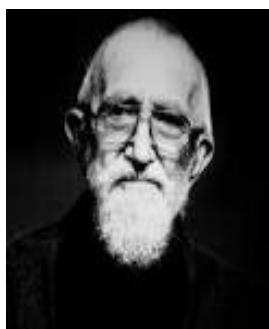
ÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈ

Laissez-moi rentrer !!!!



Des codes, des badges, des clés, nécessité de se présenter à l'accueil... L'accès à la cité administrative ferait pâlir de jalousie le système de sécurité de Fort Knox !!!! Quelle ne fut pas notre surprise en nous apercevant que l'on ne pouvait même plus accéder au local syndical parce que nous n'avions pas l'habilitation pour entrer dans le bâtiment. Alors veuillez nous excuser pour le retard dans la parution du journal mais.. nous étions à la porte !!!

Qui se soucie de nous ? Lui ? Alors ne l'appellez plus Monsieur le Directeur !



Lors d'une réunion informelle tenue au cours de l'été, la direction nous a expliqué que si la trésorerie de Mormoiron allait être fermée, c'était dans le but de prendre soin des agents et d'anticiper leur souffrance. Oui, oui,

vous avez bien lu ! Ce sont là les paroles de notre cher directeur. En effet, l'un des agents étant promis prochainement à une retraite bien méritée, il était dans leur intérêt de ne pas maintenir un service qui allait pâtir d'un manque d'effectifs. Du coup, plutôt que de le remplacer, il valait mieux fermer le poste. Heureusement qu'ils prennent soin de nous sinon qu'est-ce que ce serait !!!! Alors n'appellez plus Bertrand Gautier, Monsieur le Directeur mais l'Abbé Pierre de la DGFIP, le Mahatma Gandhi de l'administration, le Victor Scholelcher du 84 !

Elle fait quoi la marmotte ?



Festival de réflexions bisounours au dernier comité technique local. Après que nos chers cravatés nous ont plusieurs fois reproché de « voir le mal partout », et face à notre inquiétude sur la procédure de télécorrection aggravée par l'extension des centres de contact, le numéro deux de la direction a eu ce cri du cœur : « Mais tous les contribuables ne sont pas des fraudeurs ! ». Puis, quand nous nous sommes émus que les missions de conciliateurs fiscaux soient confiés à une apprentie, on nous a reproché de ne pas faire confiance à la jeunesse. Vraiment, désolés de casser l'ambiance féerique qui règne dans le monde merveilleux de la DGFIP ! Toucâlin quitte le corps du numéro deux au risque qu'un apprenti vienne le remplacer !



Restructurations à tous les étages !

Depuis un an, les agents du SIP d'Avignon travaillaient avec une épée de Damoclès au dessus de la tête. Ils ne savaient pas où, ni quand, ni comment, mais ils savaient que l'organisation du service allait changer. Et



voilà qu'un beau matin, ils découvrent sur le planning d'agora la composition des nouvelles équipes !

La Direction aurait été trop prompte à relayer le projet de la chef de service. Du coup ces bouleversements passent mal pour les collègues dans un service qui est en sous effectif chronique chaque année.